

*Yauy. document p. 178. 30310*

---

N°. C V I I.

---

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN;

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL.

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la Patrie,  
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

---

Vitam impedere vero.

---

Du Mercredi 10 Mars 1790.

Décrets qui autorisent les Colonies à présenter  
un plan de constitution, suivant leurs conve-  
nances locales, pour être ensuite soumis à  
la décision définitive de l'assemblée natio-  
nale---Réflexions de l'Ami du Peuple sur le  
serment civique. --- Protestation de MM.  
Martin et Duval.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 8 Mars 1790.

La France attentive attendoit, avec impa-  
tience, le décret de l'Assemblée nationale sur  
la traite des nègres, sur la liberté des esclaves  
africains dans nos colonies, sur la cission des

habitans de ces mêmes colonies, qui annonçoient hautement l'intention de se séparer de la mere patrie, si elle entendoit leur dicter des loix contraires à son commerce et étrangères à son climat—L'affaire étoit délicate : l'assemblée nationale n'avoit d'autre alternative que celle de tomber en contradiction avec ses propres décrets, ou de perdre ses colonies, et avec elles les avantages inappréciables de son commerce en Amérique. Le comité des colonies s'est tiré de ce pas dangereux, d'une maniere aussi convenable à la saine politique, que digne de l'auguste sénat qui devoit prononcer sur une matiere aussi importante ; et sur le rapport de M. Barnave, le projet du comité a été admis avec acclamation, et décrété en ces termes :

1<sup>o</sup>. Chaque colonie est autorisée à faire connoître son vœu sur la constitution et sur la législation qui conviennent à sa prospérité et au bonheur de ses habitans, à la charge de se conformer aux principes généraux qui lient les colonies à la métropole, et qui assurent la conservation de leurs intérêts respectifs.

2<sup>o</sup>. Dans les colonies où il existe des assemblées coloniales, librement élus par les citoyens et avoués par eux, ces assemblées seront admises à exprimer le vœu de la colonie ; dans celles où il n'existe pas d'assemblées semblables, il en sera



Formé incessamment pour remplir les mêmes fonctions.

3°. Le roi sera supplié de faire parvenir dans chaque colonie , une instruction de l'assemblée nationale , renfermant 1°. les moyens de parvenir à la formation des assemblées coloniales , dans les colonies où il n'en existe pas ; les bases générales auxquelles les assemblées coloniales devront se conformer dans les plans qu'elles présenteront.

4°. Les plans proposés dans lesdites assemblées coloniales , seront soumis à l'assemblée nationale pour être examinés , discutés par elles , et présentés à l'acceptation et à la sanction du roi.

5°. Les décrets de l'assemblée nationale sur l'organisation des municipalités et des assemblées administratives , seront envoyés auxdites assemblées coloniales , avec pouvoir de mettre à exécution la partie desdits décrets qui peut s'adapter aux convenances locales , sauf la décision définitive de l'assemblée nationale et du roi sur les modifications qui auroient pu y être apportées , et la sanction provisoire du gouverneur pour l'exécution des arrêtés qui seroit pris par les assemblées administratives.

6°. Les mêmes assemblées coloniales énonceront leur vœu sur les modifications qui pourront être apportées au régime prohibitif du commerce entre la colonie et la métropole , pour être sur

leur pétition , et après avoir entendu les représentans du commerce françois , statué ainsi qu'il appartiendra.

#### Du Serment civique.

J'applaudis , comme tout bon citoyen , au serment civique : il est l'expression sentie du patriotisme ; c'est un lien sacré qui , en unissant tous les membres de la société , semble n'en plus faire qu'une même famille. Mais c'est l'ame qui doit le prêter , la bouche n'en doit proférer que les paroles.... Juges du châtelet , et vous mandataires de notre commune , intrigans plus avides encore de l'argent du peuple que du pouvoir despotique que vous exercez sur lui , répondez ? Est - ce du fond de l'ame que vous avez prêté le serment d'être fideles A LA NATION , que vous outragez indignement par vos violences , par vos injustices multipliées ? A LA LOI , que vous méconnoissez , que vous foulez chaque jour aux pieds ? AU ROI , dont vous insultez la puissance et l'autorité , parce qu'il ignore vos prévarications en tous genres... Quoi qu'il en soit , municipaux , magistrats , et vous aussi , citoyens armés pour la défense de la patrie et de la liberté , respectez ce serment ; car je prendrai toujours droit contre vous de sa violation ; j'aurai sans cesse cette arme levée sur vos têtes pour vous frapper à la premiere infraction.



-- J'apprends qu'on veut achever de prostituer le serment civique , jusqu'à le prêter pour les enfans sur les fonds de baptême.... Dieux ! quelle démençe ! assimiler le serment civique à un sacrement !.... Quel engagement pourra-t-il en résulter ?.... Et les nouveaux baptisés y seront - ils plus fideles qu'à celui de renoncer à Satan , à ses pompes et à ses œuvres.....

Protestation de MM. Martin et Duval de Steins,  
contre les juges du châtelet.

On sait à peine dans cette capitale que j'ai repris la plume et remonté une presse , et déjà une foule de malheureux , vexés , opprimés par les aristocrates judiciaires , par les aristocrates municipaux , par les aristocrates militaires , m'adressent leurs plaintes , leurs réclamations , pour les porter au tribunal du public. Un d'eux m'écrit :  
» Vous êtes, Monsieur , ma seule ressource , ma seule consolation. Si je ne puis obtenir vengeance de l'infâme que je vous dénonce , et que je vous autorise à dénoncer , je jouirai du moins de son humiliation «..... Victimes infortunées du despotisme et de l'anarchie sous lesquels nous vivons , tout en proferant le saint nom de la liberté ; citoyens malheureux , je vous porte tous dans mon sein ; et , dussé - je

périr en plaidant votre cause , vous serez tous vengés.

MM. Martin et Duval de Steins , citoyens du district St. Martin-des-Champs , relaxés le 22 janvier dernier des prisons du châtelet , après quatre mois de détention dans cet infect repaire de la scélératesse , pour avoir manifesté leur opinion sur la loi martiale , dans l'assemblée de leur district , m'adressent , et toutes les pièces de l'infâme procès , dont les juges du châtelet , à la sollicitation de nos indignes mandataires de la commune , leur ont fait subir les lenteurs et les dangers , comme criminels de lèze-nation , et l'acte de protestation qu'ils ont fait signifier à ces iniques magistrats , en la personne de leur greffier , le 4 du présent mois , tant contre le jugement infamant rendu contre eux par ce tribunal , le 22 février dernier , que contre les actes et procédures qui l'ont précédé et pourroient le suivre. Par la lettre que m'écrivent ces deux citoyens , « ils m'invitent à rendre leur protestation publique , et à y joindre les réflexions qui naissent d'une cause si intéressante pour la liberté ». --- Oui , j'en ferai des réflexions ; elles seront effrayantes , mais elles prouveront à toute la France la nécessité de destituer un tribunal aussi avilissant qu'avili.

Voici d'abord le jugement : « Pour , par les



sieurs Martin et Duval de Steins, avoir tenus des propos imprudens et indiscrets , la cour leur fait défenses de récidiver , sous peine de punition exemplaire ». — Sous peine de punition exemplaire. .... C'est-à-dire , sous peine de la potence et du carcan , s'ils s'avisent de manifester , à l'avenir , leur opinion dans l'assemblée de leur district. .... Assassins de l'infortuné Favras , dont vous avez la lâcheté de poursuivre le cadavre jusques dans le tombeau, (1) avec quel art barbarement réfléchi vous servez les vengeances municipales , et vous vous assurez des victimes ! .... Mais n'anticipons pas sur les réflexions qui naissent , et du jugement rendu contre M. M. Martin et Duval , et de tous les jugemens

---

(1) Qui croira jamais , que quelques jours après l'exécution du malheureux Favras, les juges du châtelet ont eu l'effronterie de faire anonymement annoncer , dans le journal de paris, qu'ils venoient de recevoir cinq nouvelles dépositions qui justifioient le supplice de la victime qu'ils venoient de sacrifier --- Et le peuple ne s'arme pas de fouets , et ne court pas chasser , du sanctuaire de la justice , ces vils être qui la deshonnorent , comme jadis le Sauveur chassa du temple de Jérusalem les marchands qui le profanoient !

de cette infâme et méprisable juridiction. Voici, mot pour mot , les termes dans lesquels est conçue cette protestation :

MM. Martin et Duval « protestent d'irrégularité, de vexation et de nullité, tant contre le jugement rendu contre eux , par le châtelet de Paris, comme tribunal du crime de leze-nation, le 22 février dernier, que contre tous les actes et procédures qui l'ont précédé et pourroient le suivre : 1°. Attendu l'incompétence du tribunal du châtelet, pour connoître des prétendus délits attribués aux requérans, incompétence qui n'a pas empêché les juges dudit châtelet de retenir la connoissance du procès, malgré le déclinatoire que les requérans ont proposé contre les juges dudit châtelet, comme juges du crime de lèze-nation. 2°. Attendu l'injustice avec laquelle lesdits juges ont rejeté les reproches proposés par les requérans contre aucuns des témoins entendus contre eux.

La suite au numéro prochain.

---

De l'Imprimerie de M A R A T.